

Le Mali à la croisée des chemins

Résumé exécutif

Les artisans de la paix parlent des causes du conflit violent et des perspectives de paix

Juillet 2018



Martha de Jong-Lantink

Résumé exécutif

Le Mali fait face à un conflit toujours plus violent, qui s'est répandu des régions sahéliennes du nord-ouest au centre du pays. En 2018, la violence qui touche le pays est plus intense et plus généralisée que pendant la crise très médiatisée de 2012-2013.

Il ne s'agit pas d'une guerre civile au sens traditionnel du terme, mais d'une crise sécuritaire multidimensionnelle et complexe, composée de micro-conflits interconnectés. Les communautés se fragmentent en factions armées rivales et les atrocités deviennent courantes. En 2013, l'intervention d'une force militaire internationale a été suivie d'une transition démocratique. Pourtant, cinq ans plus tard, l'élection présidentielle du 29 juillet représente à la fois une menace à court terme pour la stabilité politique et à plus long terme, une opportunité de rebâtir l'État et la société du Mali.

Peace Direct a lancé son activité au Mali fin 2017, en collaboration avec le bureau national du Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP). Avec plus de 500 organisations membres dans toute l'Afrique de l'Ouest, le WANEP est bien placé pour améliorer la coordination entre la société civile locale et les organisations dirigées par les femmes dans la région. Grâce au renforcement des capacités et à la coordination des organisations de la société civile, Peace Direct soutiendra les efforts du WANEP pour améliorer la sécurité et la cohésion sociale dans les communautés.

Ce rapport présente les constats du premier atelier Peace Exchange organisé par Peace Direct à Bamako («Peace Exchange»), qui a rassemblé 20 représentants d'organisations d'édification de la paix travaillant sur le terrain dans l'ensemble du Mali. Ils ont parlé des moteurs du conflit violent, des opportunités et des défis. Il s'inspire également des résultats d'une étude qualitative disséminée par des organisations partenaires au sein de leurs réseaux locaux d'édification de la paix dans tout le Mali, et de trois entretiens approfondis avec des participants du Peace Exchange. De plus, ce rapport a exploité les données quantitatives de la base de données Armed Conflict Location and Event Data Project afin de présenter une perspective locale des défis posés au peuple et aux communautés du Mali pour bâtir un environnement sûr leur permettant de vivre dans la dignité.

Constats principaux

Les artisans de la paix maliens identifient trois moteurs primaires et durables du conflit violent au Mali, à savoir:

- La présence très faible de l'État dans presque toutes les régions du pays, y compris les structures administratives, policières et judiciaires et la prestation de services sociaux de base comme les soins de santé et l'éducation.
- La mauvaise qualité de la gouvernance et de la justice au Mali, caractérisées par la corruption et l'impunité.
- La pauvreté généralisée, le sous-développement et le chômage, et notamment leur impact sur les jeunes.

Les artisans de la paix locaux ont aussi identifié des moteurs dynamiques du conflit violent, le principal étant la propagation d'idéologies radicales. Cela ne renvoie pas simplement aux mouvements islamistes radicaux, qui sont devenus plus actifs dans le Centre et le Nord du Mali pendant cette décennie, mais aussi aux groupes politiques et armés radicaux se définissant par leur appartenance à une ethnie, comme le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL). Parmi les autres facteurs dynamiques, on compte les conflits violents dans d'autres régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest et leur impact sur le trafic d'armes et de stupéfiants, la migration (à l'intérieur, à travers et hors du Mali) et les tensions au moment des élections.

Pendant le Peace Exchange, il est devenu manifeste que les perceptions des principaux défis posés au Mali diffèrent en fonction des régions. Les Maliens du Nord et du Centre se sentent plus menacés par les groupes armés et le conflit ethnique que les Maliens du sud, ce qui reflète leur expérience personnelle de la violence. Alors que les Maliens du Nord sont plus nombreux à s'inquiéter de

l'impunité criminelle et de l'insécurité économique, les Maliens du Centre mettent les tensions ethniques et les conflits fonciers au premier rang de leurs préoccupations. Pour les Maliens du Sud, la corruption et la sécurité économique sont d'importants problèmes. Les hommes et les femmes avaient des perceptions différentes de ces challenges, les femmes s'inquiétant plus de la violence basée sur le sexe et des abus perpétrés par les agences du gouvernement ou les forces de sécurité.

Compte tenu de la nature fragmentée et décentralisée du conflit violent au Mali, le Peace Exchange a conclu que les organisations d'édification de la paix sur le terrain jouent un rôle fondamental.

Les participants ont identifié quatre grands atouts des artisans de la paix:

- Leurs connaissances du terrain: ce sont «les yeux et les oreilles de la communauté».
- Leur légitimité à l'échelle locale, car ce sont «les premières victimes» des conflits locaux.
- Leur capacité de réponse rapide, souvent en l'absence d'une présence efficace de l'État.
- Leur sensibilité culturelle: ils parlent les langues locales et comprennent les formes traditionnelles de l'autorité et de la résolution des conflits.

Cela dit, les artisans de la paix locaux du Mali doivent faire face à des problèmes de taille, le plus direct étant le risque de se faire menacer ou cibler par des acteurs violents. Ils rencontrent aussi des difficultés pour accéder aux ressources, et notamment aux ressources financières, et doivent faire face à un manque de personnel formé et de moyens logistiques et au refus du gouvernement et des forces de sécurité de partager des informations. Il sera nécessaire de surmonter la méfiance qui règne entre la société civile et les élus locaux. De nouveaux liens devront être forgés entre le gouvernement national, les forces de sécurité nationales, les donateurs internationaux et les organisations d'édification de la paix locales pour garantir un bon partage d'informations.

Recommandations

À l'issue du Peace Exchange, les artisans de la paix locaux du Mali ont fait les recommandations suivantes pour bâtir un Mali plus stable et plus paisible, et pour aider au mieux les organisations d'édification de la paix locale dans leur travail vital:

1. Recommandations pour les acteurs nationaux

- Donner la priorité à l'éducation civique, en se focalisant sur le développement d'un «esprit de paix» commun.
- Créer des opportunités d'emploi dans tout le Mali, surtout pour les jeunes.
- Accélérer le rythme et l'ampleur de la réintégration des ex-combattants, y compris dans ses dimensions économique et sociale.
- Garantir la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent¹ en soutenant des initiatives dans les communautés.
- Créer des mécanismes fiables et éprouvés pour partager les informations entre les forces de sécurité nationales, la société civile et la population locale.
- Renforcer les cadres de dialogue entre l'État et les organisations de la société civile (OSC) aux niveaux national, régional et communal.
- Au minimum, respecter les consignes légales de participation des femmes et des jeunes en mettant en œuvre l'Accord de paix d'Alger.²

2. Recommandations pour les acteurs internationaux

- Aller au-delà des interventions militaires pour bâtir une société et un État plus résilients au Mali, en offrant des réponses autres que sécuritaires, comme l'investissement dans l'infrastructure, l'éducation et la santé.
- S'engager à soutenir la consolidation d'une présence étatique fonctionnelle dans toutes les communes du Mali afin d'élargir graduellement la gamme de services fournis par l'État.
- Soutenir la paix et la réconciliation, qui doit être une priorité sur le plan national et non pas seulement dans le Nord ou entre le Nord et le Sud.
- Donner la priorité aux femmes, aux jeunes et aux organisations sur le terrain dans les actions de construction d'un Mali plus paisible. Ils forment la majorité d'une population largement rurale et représentent le potentiel futur du Mali.
- Visiter les régions et OSC locales du Mali pour mieux comprendre les contextes politiques, économiques et sociaux sur le terrain.
- Proposer des formations et un accompagnement pour renforcer les capacités des organisations d'édification de la paix locales dans tout le Mali.

1 En janvier 2018, le gouvernement du Mali a adopté la Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, et son plan d'action. La politique est basée sur des principes de bonne gouvernance, l'égalité des genres, la promotion des droits de l'homme et la protection des victimes de terrorisme, et elle sera mise en œuvre et surveillée avec le soutien du bureau des Nations Unies contre le terrorisme, et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies (MINUSMA).

2 Signé en juin 2015, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali était le produit de deux ans du dénommé 'processus de paix d'Alger', où l'Algérie a joué un rôle essentiel dans les négociations de paix. Dans la suite du texte il sera fait référence à cet accord comme «l'Accord de paix d'Alger.»



Martha de Jong-Lantink


À propos de Peace Direct


Peace Direct travaille avec les populations locales pour arrêter la violence et construire une paix durable. Nous croyons que les populations locales doivent mener les efforts d'édification de la paix. Ce rapport est le troisième dans une série visant à rassembler les perspectives des communautés sur les conflits violents du monde entier, cela afin de mettre en lumière les capacités et l'expertise locales pour la paix.

Pour un complément d'information sur cette série de rapports, prière de nous contacter.

www.peacedirect.org

www.peaceinsight.org

 /peacedirect

 /peacedirect

 @peacedirect

 /peace-direct

 **peace
direct**